

# CRITIQUE SOMMAIRE DE L'AUTOGESTION

**Gaston LESPOIR**

## AVERTISSEMENT

*Pour mieux comprendre cet article, il importe de savoir dans quelles conditions il fut écrit.*

*En juin-juillet 1972, une revue d'orientation sociale-démocrate prépara un numéro spécial consacré à l'exposé d'avis différents sur l'autogestion.*

*Sollicités par ses soins, les marxistes-léninistes confièrent à Gaston Lespoir le soin de rédiger un article sommaire critiquant l'autogestion.*

*Mais la revue en question n'a jamais publié le numéro annoncé, alors que l'article ci-après lui avait été communiqué dans le délai fixé par elle : avant le 15 septembre 1972.*

*En lisant ces lignes, notre lecteur n'oubliera donc pas qu'elles s'adressaient directement à des lecteurs se proclamant partisans de l'autogestion.*

*H. J.*

L'autogestion ? Parlons-en, puisque tel est votre souhait.

Mais de quelle « autogestion » désirez-vous disserter ?

Parce que, si la « dictature du prolétariat » fait l'objet d'une conception unique, accordez-nous que l'autogestion qui lui est opposée est conçue par ses partisans de multiple façon, différente l'une de l'autre.

Certains ne conçoivent-ils pas comme « autogéré » le fonctionnement des coopératives agricoles apparues dans notre pays sans pour autant que soit détruit le système et l'Etat capitaliste ?

Des nostalgiques de l'Espagne libertaire, bientôt écrasée par le fascisme, n'évoquent-ils pas leurs souvenirs de Catalogne comme de mirifiques exemples des vertus autogestionnaires ?

D'autres n'avancent-ils pas comme exemples de la plus parfaite organisation autogestionnaire les kibboutzim, aujourd'hui transformés en points d'appui militaires, après avoir été placés sous la dépendance des banques d'un Etat exclusivement capitaliste ?

D'autres, enfin, ne se réfèrent-ils pas aux « bienfaits » de l'autogestion yougoslave ou bien à l'expérience soutenue, après 1962, par Ben Bella en Algérie ?

De fait, il n'y a pas « l'autogestion », mais ses nombreuses formes et malheureuses expériences invoquées ou revendiquées par différents courants de pensée, par différents groupes, organisations ou partis qui se veulent révolutionnaires. Se proclament, en effet, en faveur de « l'autogestion » : les anarchistes, de tendances diverses, certains trotskystes, le Parti socialiste unifié, dont le secrétaire général a suffisamment de logique pour récuser Lénine en même temps que Staline, la Confédération française démocratique du travail (C.F.D.T.), certains marxistes « non léninistes » (!), les socialistes et, dernier et brillant apport de la « démocratie avancée », le Programme commun de gouvernement du Parti communiste français de Georges Marchais et du Parti socialiste de François Mitterrand... Que ceux que nous omettons veuillent bien nous excuser, il n'y a là aucune intention malveillante de notre part !

Exagérons-nous ? Cette première

constatation d'une réalité multiple serait-elle tendancieuse ?

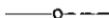
C'est un ardent défenseur d'une des conceptions de cette paradisiaque société qui proclame : « L'autogestion est à la mode ! Issu d'une Université en transes, le mot a fait irruption dans le vocabulaire social ». Dans sa récente étude « Autogestion, gestion directe, gestion ouvrière », Maurice Joyeux, porte-parole de la Fédération anarchiste, poursuit en reconnaissant que : « ... ce terme d'autogestion est resté une formule aux contours imprécis » et n'hésite pas à pourfendre tous ceux qui ne sont à ses yeux que de farfelus adeptes de l'autogestion : les bureaucrates yougoslaves, leurs homologues algériens, M. Guy Mollet « qu'on a pu voir lui-même se réclamer de l'autogestion dans un article de « France-Soir » sans soulever le rire ou l'indignation », un « authentique révolutionnaire marxiste touché par l'esprit libertaire, Daniel Guérin », et enfin Mitterrand et Rocard dont « il est certain que l'autogestion proposée par (leurs) amis est sans consistance. Une simple clause de style sans plus ».

Et puisqu'il est question de « programme » et que l'époque se prête à la floraison plus fertile que jamais de ces fleurs destinées à faner après les élections, notons au passage cette curieuse juxtaposition dans le Programme pourtant commun déjà cité : « Lorsque les travailleurs de l'entreprise en exprimeront la volonté et lorsque la structure de l'entreprise en indiquera la possibilité, l'intervention des travailleurs dans la gestion et la direction de l'entreprise prendra des formes nouvelles — que le Parti socialiste inscrit dans la perspective de l'autogestion et le Parti communiste français dans le développement permanent de la gestion démocratique — déterminées par accord entre le pouvoir démocratique, la direction de l'entreprise concernée et les syndicats ». Ce sera « la démocratisation de la gestion »... avec cette précision qu'elle ne concernera que les secteurs public et nationalisés.

Ah, ça, voyez-vous, peut-être que ça débouchera sur l'autogestion « à la polonaise », ne croyez-vous pas ? Ou alors, c'est que décidément nous n'y comprenons rien et c'est le citoyen

Joyeux qui doit avoir raison : cette « autogestion » des frères jumeaux P.S. et P.C. dirigés par les deux M, sans avoir écrasé l'Etat capitaliste, qu'est-ce que ça peut donc valoir ?...

Bien. Cessons de plaisanter, nous ne cherchons pas à être méchants. Notre première critique de « l'autogestion », c'est qu'elle reste une notion extrêmement confuse, sans définition théorique élaborée, et qu'en conséquence il est bien délicat d'en traiter honnêtement, même pour la critiquer.



Nous avons pourtant le désir d'aller plus loin dans la mesure où tout le monde en parle et où nous considérons l'immense majorité des militants qui se réclament aujourd'hui de l'« autogestion » comme sincères et déterminés, dans leur aspiration vers une société révolutionnaire, en fonction du tourbillon créé par le vide idéologique et théorique consécutif aux graves déviations opportunistes dont souffre une partie du mouvement ouvrier par suite du reniement des principes du socialisme scientifique, c'est-à-dire du marxisme et du léninisme.

Repardons donc des questions que pose Joyeux lui-même, non sans pertinence : « L'autogestion, pour quoi faire, l'autogestion au profit de qui ? ».

Essayons de synthétiser ce qui paraît rallier la majorité des adeptes de l'autogestion.

La classe ouvrière, dans le cadre du régime capitaliste, est aliénée par la classe des propriétaires des moyens de production, la bourgeoisie capitaliste. Pour libérer les travailleurs, il importe donc de rejeter tous les éléments de cette aliénation, la domination de classe, l'Etat qui en constitue l'instrument principal, la hiérarchie et l'autorité qui en représentent les plus efficaces supports. « L'autogestion » supprimera l'aliénation économique et sociale, et donc politique, des producteurs. « L'autogestion » sera donc au profit des producteurs. Dès lors, nombreux sont ceux qui identifient cet objectif à la réalisation du socialisme, n'hésitant pas à le parer de cette fausse vertu si souvent combattue par Lénine : il sera « démocratique » !

Ainsi, après la révolution permettant

de supprimer le capitalisme, la nouvelle société serait autogestionnaire. La production, libérée de toutes ses contraintes et structures de classe, résulterait d'une gestion directe, organisée spontanément à la base, sans avoir à se soumettre à la « coercition » d'une centralisation sous quelque forme que ce soit ; structures étatiques, planification, lois et règlements disparaîtraient ; seule subsisterait et prévaudrait la libre volonté et la libre impulsion des travailleurs regroupés en libres unités autogestionnaires. Bien.

Les communistes fidèles au marxisme-léninisme aspirent eux aussi à une société libératrice de toute aliénation, à une société sans classes, c'est même là leur objectif stratégique final : le communisme. Mais ils sont prudents et ne se hasardent pas encore à en décrire dans le détail les structures et caractéristiques formelles et ce, simplement parce que la théorie ne peut naître que de l'expérience, de la pratique. Mao Tsé toung ne craint pas d'indiquer qu'à son avis, quelques siècles de lutte seront encore indispensables pour que s'épanouisse enfin cette société de rêve (aujourd'hui) que Marx et Engels prophétisaient comme devant permettre à chaque individu de recevoir à volonté « du pain et des roses ». Mais, revenons-en à « l'autogestion » souhaitée par beaucoup pour demain matin, ou après-demain.

Comment donc s'effectuera le passage historique de notre société de classe, le capitalisme, à cette société où toutes contradictions de classes auront disparu ?

Comment parviendra-t-on à la suppression ultra-rapide des différences entre travail industriel et travail agricole, entre travail manuel et travail intellectuel ?

A notre sens, de tels problèmes ne trouveront pas de solutions sans une longue et difficile lutte contre les forces, les habitudes, les structures anciennes et, bien entendu, non sans qu'ait été arraché au préalable le pouvoir que détiennent les capitalistes.

La « société sans classes » ne nous tombera pas du ciel grâce à la bienveillance d'un Saint-Esprit et sa perspective historique ne peut être dissociée

de la question qui la conditionne : il faut d'abord assurer la victoire de la Révolution prolétarienne.

Il faut partir des réalités : envisager par priorité la destruction du capitalisme et de sa forme suprême, l'impérialisme, car, vérité de Lapalisse, ils ne sont pas encore détruits, même si l'on peut considérer à juste raison « qu'aujourd'hui, dans le monde, la tendance principale est à la révolution » (Mao Tsé toun).

La question décisive qui se pose actuellement aux peuples opprimés, aux prolétariats exploités du monde entier, c'est la question du pouvoir.

La seconde critique de « l'autogestion » que nous désirons avancer, c'est que ses partisans mettent « la charrue avant les bœufs » en traitant d'une question de façon tout-à-fait prématurée. S'il n'est jamais défendu de « tirer des plans sur la comète », encore importe-t-il qu'ils correspondent à des réalités concrètes, y compris dans leur virtualité. Nous ne pensons pas que la méthode de nombreux partisans de « l'autogestion » réponde à de telles exigences.

— o —

Mais, direz-vous, il y a l'exemple yougoslave, voire l'exemple algérien ! En effet. Parlons-en.

Avez-vous visité la Yougoslavie ? En dehors des stations touristiques spécialement aménagées à l'intention des Occidentaux, naturellement.

Avez-vous connaissance du bilan réel de l'autogestion préconisée et mise en œuvre par la « Ligue des communistes » de Tito ?

Nous pourrions avancer quelques éléments, mais nous ne voulons pas alourdir notre propos par de fastidieuses statistiques.

C'est une réalité désormais bien connue : le désordre, l'anarchie économique dominant la production yougoslave. Une classe néo-bourgeoise s'est développée avec impétuosité, dans les villes comme dans les campagnes. Bureaucratisme et autoritarisme caractérisent les rapports entre ceux qui détiennent quelque responsabilité et la masse des travailleurs. Et puis, est-il vraiment besoin de vous convaincre par

quelque description minutieuse d'une triste vérité : la Yougoslavie est-elle encore un pays « socialiste » ? Quels y sont donc les rapports de classe dans le domaine de la production, comme d'ailleurs dans tous les autres domaines ?

Un seul élément d'appréciation permet de s'en faire une idée sérieuse : 800 000 (huit cent mille) travailleurs yougoslaves sont actuellement en dehors de leur pays, contraints de rechercher du travail, c'est-à-dire de vendre au plus bas rabais leur force de travail, dans d'autres pays, capitalistes bien entendu, afin de pouvoir aider leurs familles à subsister !

Si vous avez la possibilité de surmonter les difficultés dues aux différences de langues entre eux et vous, n'hésitez pas : adressez-vous à un ou plusieurs de ces travailleurs immigrés, harassés de labeur et de misère que vous rencontrerez dans le métro ou ailleurs, et posez-leur un peu la question : « Que pensez-vous de l'autogestion ? » Ils ont une expérience concrète. Informez-vous donc en toute objectivité auprès d'hommes qui savent d'expérience de quoi il retourne.

L'institution de l'autogestion dans l'agriculture comme dans l'industrie yougoslaves a permis de substituer à un Etat de dictature du prolétariat un Etat où toutes les lois objectives de l'économie capitaliste sont rapidement réapparues : la loi de l'offre et de la demande ; l'appropriation non plus individuelle mais par des groupes restreints des moyens de production, exactement comme la réalisent les sociétés de capitaux dans notre pays ; l'aliénation des producteurs non plus directement par l'Etat mais par les éléments dominant les unités de production autogérées et ayant l'appui de la couche bourgeoise nouvelle du parti prétendu communiste et des structures étatiques qui subsistent malgré tout (seriez-vous assez candides pour supposer qu'il n'y a plus de flics en Yougoslavie ?) ; l'hypertrophie d'une hiérarchie de caractère spécifiquement capitaliste ; la possibilité d'acheter ou vendre des moyens de production, engendrant, comme sur certains produits rares eux-mêmes, de vastes trafics et la spéculation, etc.

La Yougoslavie n'est plus un pays socialiste, et depuis longtemps mainte-

nant, mais un pays où les structures capitalistes ont refléuri, dépendant essentiellement de l'étranger. Prêts et investissements des banques et sociétés impérialistes, américaines en particulier, en ont fait une nation dont le degré d'indépendance est voisin de celui de la majorité des pays d'Amérique latine.

Alors, poursuivez-vous, l'Algérie ?

La situation est fort heureusement différente dans ce pays, sorti exsangue de cent trente-deux années d'exploitation et d'oppression colonialistes, de dizaines et dizaines d'années de résistance et, pour déboucher sur son indépendance, de plus de sept années d'une guerre atroce contre le colonialisme français.

L'expérience de l'autogestion en Algérie n'a porté que sur l'agriculture et nullement sur l'industrie. Elle commença dès l'indépendance, avec le soutien de Ben Bella que conseillaient toute une cohorte de « révolutionnaires » venus là alors qu'ils auraient dû commencer par préparer, impulser et organiser la révolution dans leurs propres pays, et aussi, il faut le dire car c'est une réalité historique, avec les ingérences forcenées des faux communistes de Moscou et de leurs satellites. Ce fut, selon des sources algériennes dignes de foi, une véritable course au désastre et au désordre.

Depuis lors, des événements propres au peuple algérien ont modifié le cours des choses. La forme « autogestionnaire » subsiste, mais d'une part elle fait l'objet d'une vigilance constante de l'Etat centralisé, d'autre part elle ne constitue plus la panacée exclusive, la forme unique du développement de l'agriculture algérienne. Par ordonnance du 30 décembre 1968, le gouvernement algérien a décrété une « réorganisation de l'autogestion agricole » ; le 15 février 1969, il a publié un décret relatif aux droits mais aussi aux devoirs des collectifs de travailleurs des exploitations autogérées, tout en définissant les compétences et le fonctionnement des organes de l'autogestion dans l'agriculture ainsi que du ministre de l'Agriculture, autorité représentative de l'exécutif central ; enfin, le 8 novembre 1971, il a publié une « Charte de la révolution agraire », qui ne fait plus de l'autogestion l'unique instrument, ni l'instrument préférentiel de la socialisation de l'agri-

culture. La coopération a été substituée très largement à l'autogestion en même temps que l'exploitation privée était réservée aux petites propriétés après étatisation des grandes propriétés foncières, par volontariat ou confiscation, et redistribution des terres, notamment, pour commencer, aux enfants et familles déshérités de chouhadas (martyrs de la révolution).

Comme il est facile de le comprendre sans avoir pour autant à s'ingérer dans les affaires d'un peuple qui doit encore compter avec l'héritage laissé par le colonialisme de notre pays, l'expérience autogestionnaire innovée en 1962 fut loin d'apporter les résultats escomptés. Aussi a-t-elle dû subir une refonte profonde, disons même complète, qui a modifié sa nature anarchique, qui l'a transformée sous le contrôle de l'Etat et du Parti FLN en une forme d'exploitation nouvelle beaucoup plus en rapport avec le « contrôle ouvrier », c'est-à-dire, dans le cas particulier, le contrôle des fellahs et des ouvriers agricoles antérieurement sans terre, encadrés par des structures étatiques et politiques. Afin de produire un point de vue authentiquement algérien, précisons que, le 1<sup>er</sup> avril 1970, devant les « Premières Assises nationales du secteur socialiste agricole », Houari Boumediène dénonça toute une série de défauts apparus dans le cadre de l'autogestion :

« ... Il a été constaté, dit-il, que dans certaines régions les membres du bureau de l'autogestion s'efforçaient par tous les moyens de faire travailler leurs proches et leurs amis au détriment des autres, cependant que dans d'autres régions, certains percevaient des salaires sans justifier d'aucun travail.

Il s'est avéré également, lors de l'application du plan de décentralisation, que certains domaines avaient réalisé — en dépit des problèmes et des difficultés auxquels ils étaient confrontés — des bénéfices qui ont profité aux travailleurs eux-mêmes, tandis que d'autres exploitations n'étaient pas bénéficiaires et souffraient au contraire d'une carence de gestion... »

N'est-ce point clair ? Ces expériences concrètes d'autogestion ont débouché toutes deux sur de sensibles inégalités

économiques et sociales n'ayant rien à voir avec le socialisme.

La troisième critique que nous faisons de « l'autogestion », c'est que ses deux expériences principales ont démontré qu'elle n'assure pas la réalisation effective des objectifs que lui fixent ses adeptes : la désaliénation des producteurs et l'essor de la production par sa décentralisation. Au contraire, elle engendre des situations favorables au retour à l'exploitation de l'homme par l'homme, c'est-à-dire permettant le maintien ou la restauration du capitalisme.

Quoi d'étonnant à ces échecs ?

Voici des hommes qui proviennent d'une société où l'idéologie dominante était fondée sur l'exploitation, sur la recherche individuelle du profit, sur l'égoïsme : sans nulle préparation, ils se trouvent soudain projetés, du jour au lendemain, dans des concitions d'existence entièrement nouvelles où l'on fait appel à leur initiative et à leur responsabilité personnelles. En quelque sorte, on leur dit : « Débrouillez-vous » et, au nom de la « liberté » nouvellement conquise, on les laisse entièrement livrés à eux-mêmes et à eux seuls. Et l'on supposerait que nombre d'entre eux ne vont pas immédiatement dégénérer du fait de leurs habitudes, de ce qu'ils ont vu jusque-là autour d'eux. Il n'est pas vrai que le « nouveau » s'improvise, qu'il naît de la seule spontanéité, du hasard qui ferait bien les choses. Et alors, la fameuse autogestion devient rapidement une véritable foire d'empoigne, reflétant la persistance profonde des tares de l'idéologie passée, favorisant la résurgence de la lutte des classes entre profiteurs et exploités.

Que ces fellahs réagissent en pensant avant tout à « caser » leurs cousins, leurs copains, les seuls hommes de leurs propres dechras, qu'ils recherchent les meilleures ficelles pour s'approprier, individuellement ou collectivement, ce qu'ils n'ont jamais pu posséder, mais que leurs anciens exploités colonialistes exhibaient sans scrupule, que ces ouvriers yougoslaves, écrasés de dénuement, se retrouvent ou croient se trouver tout-à-coup dans la peau de leurs anciens patrons et imitent aussitôt leurs

pratiques passées en commençant par se servir eux-mêmes, voilà qui ne doit pas surprendre ! Sans parler de la procession qui peuple les nouveaux organismes des opportunistes et des habiles, issus des couches moyennes, prompts à savoir se faire mousser pour quelques services rendus à la Révolution, attentifs à la reconnaissance de leurs mérites : pensez-donc, eux savent lire et écrire ! Alors, imaginez un peu de quelle supériorité ils disposent d'emblée sur la masse encore totalement analphabète par suite du joug fasciste ou colonialiste !

La Révolution, c'est-à-dire la prise du pouvoir dans un premier temps, suffit-elle pour transformer fondamentalement toutes les structures anciennes ? Si elle brise l'Etat de la classe exploiteuse, suffit-il ensuite de quelques décrets pour mettre en place toutes les structures nouvelles ? L'autogestion nous propose d'en laisser l'initiative à la spontanéité des masses. Or, toutes les expériences de l'Histoire sont là pour démontrer la nécessité absolue d'une transformation profonde sur le plan idéologique, si l'on désire aboutir de manière durable aux objectifs proposés par la Révolution elle-même.

De ce point de vue, le phénomène de dégénérescence de la société soviétique par rapport aux idéaux des bolcheviks, si magistralement proclamés par Lénine au moment même de la grande tourmente que fut la victorieuse Révolution d'octobre 1917, ne constitue-t-il pas un exemple « par la négative » ?

Il n'y a pas de transformation possible sans qu'aux changements politiques et économiques ne correspondent d'aussi profonds changements dans l'idéologie des hommes, destinés à les adapter, par leur adhésion éduquée et rendue consciente, aux structures nouvelles. Voilà ce qu'ont su révéler des révolutionnaires comme Enver Hoxha en Albanie, Ho Chi Minh au Vietnam, Kim Il Sung en Corée et, certes, Mao Tsé toung dans l'immense Chine.

La Grande Révolution culturelle prolétarienne a eu pour objet de transformer la conception du monde, de l'homme et de la vie, chez des centaines de millions de Chinois et Chinois, jeunes, adultes et vieux, elle a été la mise en mouvement d'un gigantesque contrôle des

masses dans tous les domaines de la vie du pays et, naturellement, dans celui de toute gestion, quel qu'en soit l'objet. Elle a permis une nouvelle victoire sur l'impérialisme et l'ancien régime dont subsistait encore l'idéologie en de nombreux domaines, elle a permis d'empêcher tout retour en arrière dont la menace était représentée par le révisionnisme moderne apparu dans les rangs des communistes eux-mêmes, elle a permis que soit consolidée la dictature du prolétariat, c'est-à-dire la défense, la préservation fondamentale des intérêts de classe de l'immense majorité de la population chinoise, des travailleurs des villes, des usines, des campagnes, des communes populaires.

Mais Mao Tsé toung ne cesse d'enseigner que cette première intervention des masses ne suffira pas, que d'autres révolutions culturelles seront nécessaires pour chasser l'ancien et promouvoir le nouveau, pour permettre d'avancer toujours plus sûrement vers cette société sans classe dont les formes précises se dessineront à travers les prochains siècles, le communisme.

La quatrième critique que nous faisons de « l'autogestion », c'est qu'elle est presque toujours présentée sous ses seuls aspects politiques, économiques ou sociaux, séparément ou ensemble, mais sans références sérieuses à l'indispensable révolution idéologique.

----- 0 -----

Mais, soyons justes. « L'autogestion » est souvent accompagnée de la notion de « liberté » liée à celle de « démocratie ». Elle est conçue en ce sens par opposition à la dictature du prolétariat, sur tous les plans, politique, économique et social.

Nous retrouvons ici un vieux débat auquel participèrent en leurs temps, aussi bien Marx et Engels que Lénine, Staline et même Mao Tsé toung. Nous n'allons pas y revenir dans le détail, car, de toutes façons, nous le ferions infiniment moins bien que ces grands théoriciens et praticiens de la révolution socialiste. Nous voulons simplement souligner qu'il s'agit essentiellement d'un débat fondamental sur la question de l'Etat.

Les autogestionnistes les plus orthodoxes, disons les plus logiques et les

plus cohérents sur le plan théorique, sont les anarchistes. Ils sont anti-autoritaires, ils récuse toute forme hiérarchique, ils rejettent la domination de n'importe quel Etat, quel qu'en soit le contenu de classe, ils préconisent une société « sans classes » : les structures autogérées découlent sans difficulté de ces préalables. Mais toute la question consiste à savoir si cette construction relève de l'utopie ou du réalisable et à quoi elle aboutit en réalité dans le monde actuel. Pour nous, la lutte de classes ne cesse nullement avec la prise du pouvoir révolutionnaire, elle se poursuit y compris sous la dictature du prolétariat. Il importe de pouvoir empêcher les vestiges de la classe exploiteuse ou ses résurgences de reconquérir le pouvoir. Nous considérons, quant à nous, que Marx et Engels ont fourni de l'Etat une juste analyse qu'a encore développée Lénine. Aussi ne croyons-nous pas possible de venir à bout de la bourgeoisie capitaliste, de son armée, de sa police, de sa justice, de ses prisons, de son idéologie en instaurant une société décentralisée, sans structures verticales, sans moyens étatiques lui permettant de s'opposer aux tentatives de reconquête du pouvoir de la classe qui en a été dépossédée.

Enver Hoxha explique que « le morcellement de la propriété étatique et la négation du rôle dirigeant de l'Etat socialiste signifient le morcellement de la classe ouvrière, la négation de son rôle dirigeant dans la vie de la société ».

Or, la classe ouvrière n'est-elle pas la seule classe, en tant que telle, à pouvoir pousser jusqu'au bout le processus révolutionnaire ? Si n'intervient pas son opposition organisée, délibérée et non pas spontanée et anarchique contre les intentions, manœuvres et tentatives de restauration de l'ancien système, le socialisme est inéluctablement voué à la défaite. Voyez le premier exemple de l'Histoire, la Commune de Paris, et, plus près de nous, la dégénérescence de cet Etat socialiste qui, après avoir résisté aux balles d'acier du fascisme hitlérien, a finalement succombé sous les balles enrobées de sucre du révisionnisme moderne.

Vous invoquez la « démocratie directe » ? Lénine indiquait :

« ... Le développement en avant ne

procède pas d'une manière simple, directe et sans obstacles « à travers une démocratie toujours plus grande », comme le pensent les professeurs libéraux et les opportunistes petits-bourgeois. Non, le développement en avant, c'est-à-dire vers le communisme, passe par la dictature du prolétariat... »

Et, dans un article du 7 février 1965, le quotidien central du Parti du Travail d'Albanie, « Zeri i Popullit », expliquait :

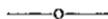
« En tant que propriétaires des moyens de production, les travailleurs réalisent le droit de propriété dans le système socialiste en dirigeant leur propre production dans leur intérêt, sur la base du centralisme démocratique et à l'aide de l'Etat, qui est leur représentant, interprète fidèle de leur volonté. Les formes organisationnelles de cette direction, ainsi que de l'application du centralisme démocratique en économie ne peuvent pas être universelles pour tous les pays et pour tous les temps. Mais leur essence doit être une et une seule, pour chaque cas et pour chaque pays : entraîner largement et faire participer activement les masses travailleuses à la direction de l'Etat et de l'économie, pour l'augmentation rapide des forces productives, pour l'extension et le renforcement des rapports socialistes, pour la lutte contre le bureaucratisme et tout ce qui entrave l'épanouissement de la force créatrice du peuple. »

Permettez-nous, à ce sujet, de poser cette dernière question : est-ce que les travailleurs d'une unité autogérée exerceraient quelque contrôle sur la vie politique de leur pays, sur l'ensemble des activités de leur peuple ? En supprimant le rôle de l'Etat, l'autogestion ne s'interdirait-elle pas toute participation effective au contrôle de la politique de l'économie et de la culture nationales ?

La dictature du prolétariat favorise, disons même institue le « contrôle ouvrier ». C'est là la forme de démocratie prolétarienne que nous opposons à votre conception de l'autogestion « socialiste démocratique ». Mais nous avons scrupule à utiliser une tribune que vous ne nous avez offerte que pour développer nos critiques, en développant avec enthousiasme la réalité

actuelle du contrôle ouvrier de masse tel qu'il est impulsé en République populaire d'Albanie ou en République populaire de Chine et tel que nous avons eu le précieux privilège d'en être sur place les passionnés témoins. Cela nécessiterait d'ailleurs la place d'un nouvel article. L'accepteriez-vous dans une prochaine livraison ?

La cinquième critique que nous faisons de « l'autogestion », c'est qu'elle s'accompagne d'une sous-estimation, quand ce n'est pas de la négation pure et simple du rôle de l'Etat prolétarien (ce qui revient à lui opposer la dictature du prolétariat) dans la phase inévitable de l'édification socialiste et du socialisme, période transitoire vers le communisme.



Notre conclusion de cet examen critique tout-à-fait sommaire de « l'autogestion » : théorie mal définie que ses expériences concrètes ne situent pas dans le cadre d'un essor du socialisme, mais comme support du maintien ou de la restauration du capitalisme, l'autogestion, souvent conçue sans être accompagnée du souci préalable de la voie révolutionnaire, passe à côté de la question fondamentale de l'Etat et du problème combien décisif de l'indispensable transformation idéologique de l'homme.

On ne fait pas la révolution, on ne préserve pas un pouvoir révolutionnaire et l'on n'édifie pas le socialisme avec des structures relevant seulement de la spontanéité.

L'autogestion, ce n'est pas le socialisme au sens idéologique, politique et économique prolétarien.